

## La ceinture aliment-terre liégeoise : exploration d'un réseau alternatif



Alexandre Baguette<sup>1</sup>

Juin 2015

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

---

<sup>1</sup> Alexandre Baguette est diplômé de Master en Sociologie à l'Université de Louvain-la-Neuve.

*Alors que les notions de circuits courts et d'initiatives citoyennes se répandent aujourd'hui progressivement au sein de la société civile, en adoptant des facettes multiples et variées, la ceinture aliment-terre liégeoise se présente comme véritable pionnière de la mise en réseau d'acteurs porteurs de changement. Identifiant le besoin urgent de relocaliser et redynamiser le secteur agroalimentaire dans le bassin liégeois, la CATL développe outils, méthodes et projets pour motiver l'individu contemporain à adopter de nouvelles manières de produire et consommer. Le projet se heurte néanmoins à divers défis. Coup d'œil sur ces dynamiques, qui construisent petit à petit l'identité d'une nouvelle mouvance.*

### **La ceinture aliment-terre liégeoise : l'alimentation au centre du réseau**

Depuis le lancement de l'initiative en novembre 2013, la ceinture aliment-terre liégeoise (CATL) ne cesse de gagner en crédibilité et en légitimité grâce à sa visibilité accrue dans le bassin liégeois, fruit des nombreuses actions et travaux menés depuis lors. Suite au constat des dérives de la production alimentaire industrielle et de la consommation actuelle sans limites, l'objectif de l'initiative visait à transformer, redynamiser et relocaliser le secteur de l'alimentation dans le bassin liégeois. Il s'agissait alors de proposer des pistes d'alternatives concrètes et de fonctionner par réseautage afin d'associer acteurs de terrains et experts dans le développement d'un projet cohérent et réaliste.

Au départ de discussions informelles, la CATL s'est développée grâce à l'implication volontaire d'un groupe porteur (six membres fondateurs), soucieux de concrétiser l'envie de transformer et relocaliser la dynamique alimentaire liégeoise. Mais loin de se limiter à un plan opératoire strict, la démarche inclusive de la CATL a pour objectif de mettre en avant la citoyenneté, sa créativité et sa capacité d'innovation pour concevoir et développer des

initiatives locales, résilientes et communautaires.<sup>2</sup>

Le projet a été lancé officiellement lors du premier Forum ouvert des 5 et 6 novembre 2013. Lors de cette fête de l'innovation et du partage des idées, chaque citoyen qui le souhaitait pouvait apporter « son grain de sel » et ses idées de projets pour alimenter le réseau de la ceinture aliment-terre. Organisées ensuite par thématiques, ces idées ont été discutées en sous-groupes, afin d'évaluer la mise en pratique de chaque proposition. Les résultats ont été extrêmement positifs : la dynamique de participation volontaire et la créativité de tous ont abouti à la formation de nombreux groupes de travail concrets. Ceux-ci, organisés de manière autonome, se sont développés pas à pas, et montrent aujourd'hui les premiers résultats de leur travail. Citons par exemple le projet « Fungi Up », vente de kit pour cultiver des pleurotes sur marc de café en provenance des cafetiers liégeois, ou les « Compagnons de la terre », coopérative de production en micro-fermes agroécologiques<sup>3</sup>.



Par la suite, un autre Forum ouvert a été organisé en juin 2014 réunissant à nouveau les acteurs de la ceinture aliment-terre. Lors de celui-ci, un premier état des lieux des initiatives a été réalisé, afin de montrer aux Liégeois les progrès accomplis en 6 mois. Comme lors du premier forum, la seconde partie de la journée fut consacrée au partage d'idées et au travail en sous-groupes, de manière à ce que les diverses initiatives puissent continuer à se développer.

<sup>2</sup> Et atteindre, à terme, la capacité à nourrir 150.000 ménages liégeois en produits locaux, bons, propres et justes.

<sup>3</sup> Voir sur <http://compagnonsdelaterre.be/>

Aujourd'hui, le réseau de ceinture aliment-terre fonctionne de manière autonome. Les membres fondateurs n'ont pas de réelle fonction officielle ; le projet ne possède pas de structure formelle centralisatrice : aucun organe décisionnel – conseil d'administration par exemple – ni fonction – direction/présidence – n'est prévu, ce qui n'empêche pas de nombreux volontaires de s'impliquer dans l'organisation des Forums ouverts et des groupes de travail.



## Le fonctionnement en réseau : défis organisationnels

La ceinture aliment-terre se caractérise par une culture du réseau tout à fait spécifique. En effet, le réseau se veut inclusif, rassemblant autant les citoyens désireux de s'engager que des entreprises ou des pouvoirs publics. L'alimentation n'étant pas l'apanage des seuls acteurs de terrain, la CATL a pour objectif de motiver le changement avec différents acteurs de son entourage. De cette manière, divers acteurs et institutions peuvent se positionner en tant que réels partenaires et moduler leur participation selon leur souhait (participation à toutes les phases du projet, simple soutien, financier, logistique ou autre). La diversité d'acteurs impliqués (agriculteurs, commerçants, associations, mais aussi académiques ou institutions, ou encore, acteurs politiques) amène des questions et défis spécifiques, étant donné les intérêts et conceptions parfois divergents des parties prenantes.

Nous pouvons opposer deux visions/orientations prédominantes, qui se confrontent et se complètent au sein des dynamiques alimentaires liégeoises, que G.

Pleyers (2010) nomme la voie de la raison et la voie de la subjectivité.<sup>4</sup> Sans entrer dans les détails théoriques, la voie de la raison met en avant les compétences de l'expert dans l'action militante, à la recherche d'efficacité et d'impact concret. La logique rationnelle doit permettre d'éduquer et d'éclairer le citoyen - à la base de tout mouvement militant - tout en évitant d'octroyer trop de « pouvoir » aux experts. À cela, l'auteur oppose la voie de la subjectivité, qui agit de manière complémentaire. Cette seconde culture activiste se caractérise par la place centrale accordée à la subjectivité de l'acteur, qui se construit à travers ses engagements dans des espaces d'expériences et dans l'espace public. La voie de la subjectivité, dans une optique anti-pouvoir, entend accorder toute son importance à la cohérence entre ses idées et ses actes, mais peut mener à la dispersion des militants et au repli sur soi. L'analyse de la présence de ces deux voies chez les acteurs de la CATL a permis de confronter ces deux approches au sein du réseau, et rend compte de la manière dont les acteurs issus d'horizons variés se retrouvent pour agir ensemble et (re)construire la problématique alimentaire. Car, dans l'optique d'un progrès social à encourager, le réseau doit combiner l'expertise de certains - la voie de la raison – avec l'expérience et la créativité d'autres acteurs engagés - la voie de la subjectivité.

La CATL se situe dans un équilibre organisationnel constamment rediscuté, qui souhaite encourager l'intégration de tous les membres au sein du projet. Alors que certains acteurs visent l'efficacité à tout prix de l'action militante, d'autres acteurs accordent plus d'importance au processus même de l'action alternative, caractérisée par un mode de vie responsable/éthique/critique, qui correspond à la volonté de porter le changement social à travers l'action quotidienne et militante, sans attendre d'impacts mesurables quantitativement.

Ceci explique le fait que la ceinture aliment-terre liégeoise se construit aujourd'hui au travers de ce paradigme inclusif, qui permet de satisfaire les attentes du plus grand nombre,

<sup>4</sup> Ces deux voies sont le fruit du travail de Geoffrey Pleyers à l'UCL, qui s'intéresse aux conceptions d'engagement militant contemporain.

tout en étant exposé à des risques permanents, et ce, notamment dans la construction du projet à long terme.

## Le changement social, c'est tous ensemble, ici et maintenant

La CATL, dans une optique inclusive, ne se positionne pas en termes « confrontationnistes », ni n'envisage de porter une contestation politique : « *l'idée c'est de ne pas inclure les gens autour de l'idée du conflit, c'est de construire un collectif puissant* ». <sup>5</sup> En effet, la construction d'une identité forte est la prémisse inéluctable aux revendications politiques concrètes. Car le caractère récent du projet rend compte de son manque de légitimité dans l'espace public : « *Il fallait d'abord qu'on existe vis-à-vis de plein d'acteurs, pour pouvoir entrer en contact avec eux dans un rapport d'égal à égal, où on est pris au sérieux* ». <sup>6</sup>

En parallèle, la CATL cherche à surmonter la peur du changement dans nos sociétés en activant ici, dès maintenant, les citoyens. En effet, le Conseil central de l'économie <sup>7</sup> identifie les fardeaux administratifs et la culture d'entreprise belge en perte de vitesse <sup>8</sup> comme les raisons principales de la passivité du citoyen belge. Dès lors, il est essentiel, selon les acteurs du réseau de ceinture aliment-terre, de dépasser le refus pur et simple d'entreprendre du citoyen ordinaire et de réactiver des dynamiques entrepreneuriales innovantes. Dans cette optique, la CATL met en avant le potentiel économique considérable des terres du bassin liégeois, qu'il serait nécessaire d'exploiter dès maintenant en

donnant la parole aux citoyens et aux acteurs porteurs du changement social de demain. <sup>9</sup>

L'action se réalise à partir de l'échelon local de la région liégeoise, en promouvant l'essaimage et la multiplication d'initiatives. Dans la lignée de Rob Hopkins (2010), le local reste la seule échelle d'action pertinente. Pour la ceinture aliment-terre, l'action à court terme, immédiate (en raison de l'urgence d'agir), permettra, *in fine*, de motiver le changement à long terme. L'implication des citoyens dans le projet permettra la pérennisation de l'action, mais aussi des valeurs inhérentes au projet de ceinture aliment-terre. Par le réseautage, la ceinture aliment-terre vise à recréer le lien et la convivialité entre les Liégeois, dans l'optique d'une reconnexion et d'une plus forte identification au territoire liégeois.

Cette transition à l'échelon local s'inscrit dans le processus de transition imaginé à l'échelle globale. Toute la vision prospective du projet de CATL ambitionne ainsi de se positionner en tant qu'exemple, non seulement pour les générations futures, mais surtout pour les acteurs et citoyens d'aujourd'hui, qui souhaiteraient eux aussi encourager le changement social à l'échelle locale, porteur d'un changement de plus grande envergure.

## La construction identitaire de la CATL : une institutionnalisation inévitable

La ceinture aliment-terre possède son mode de fonctionnement propre et innovant qui, dans sa volonté d'inclure un maximum d'acteurs et de pérenniser l'action, fait face à divers défis organisationnels. Il est généralement établi qu'une organisation obtient de meilleurs résultats à travers une formalisation/bureaucratization de sa structure, au détriment d'une éventuelle perte de valeurs. Dans le cas de la CATL, ce dilemme consisterait à se professionnaliser en véhiculant un message « édulcoré ». Dans cette perspective, il est intéressant d'aborder les

<sup>5</sup> Entretien avec un acteur du projet de CATL, 2014.

<sup>6</sup> Entretien avec un membre fondateur du projet de CATL, 2013.

<sup>7</sup> Le Conseil central de l'économie (CCE) est une institution publique belge qui livre des rapports portant sur des thématiques liées à l'économie nationale aux ministres ou aux chambres législatives.

<sup>8</sup> Conseil central de l'économie, (2010), « L'entrepreneuriat en Belgique : problèmes et défis La vision des experts », Rapport du CCE, Bruxelles.

<sup>9</sup> Projet de Ceinture aliment-terre liégeoise, Dossier de présentation, version courte, 2013, p. 5. URL : <http://www.catl.be/wp-content/uploads/2013/09/Ceinture-Aliment-Terre-v-Courte.pdf>.

choix effectués par la CATL pour répondre à un tel défi.



Tout d'abord, le réseau étant encore à un stade relativement nouveau, il ne nécessite dès lors pas encore de structuration propre. Cependant, cette absence de structure est lentement remise en cause, notamment par les adeptes de la voie de la raison. À terme, une formalisation et une professionnalisation semblent inévitables afin d'éviter la frustration de certains, estimant voir au sein de la CATL un potentiel inexploité et voulant éviter le rythme lent que peut prendre le développement des initiatives, qui peinent parfois à toucher un large public. L'absence de structure recèle aussi le risque de repli sur soi de l'individu, trop préoccupé à vivre selon des valeurs alternatives au jour le jour. Le risque réside dans la perte du message véhiculé, comme cela a été expérimenté par de nombreuses initiatives, que Kaldor (2003) nomme les *tamed movements* (mouvements domptés, soumis), qui ont vu leur critique se diluer au fil du temps. En effet, il arrive que certaines associations de fait émanant d'une critique forte - par exemple des modes de consommation - se transforment petit à petit en organisations structurées plus préoccupées par la sauvegarde et la pérennisation de leurs moyens de financement que par leur objet premier - la préservation de l'environnement par exemple.

Par ailleurs, la question de la structure et du pouvoir est aussi sujette à discussion. Comme explicité plus haut, la CATL fonctionne de manière informelle, sans hiérarchie, afin de garantir des espaces de décisions et de créations horizontaux et démocratiques<sup>10</sup>. Dans

<sup>10</sup> Ce choix a été fait de manière explicite, avec tous les risques que comporte un tel mode de fonctionnement : pouvoir de l'expert, pouvoir

l'optique d'une émulation de la créativité citoyenne, une hiérarchie formelle aurait été un frein au développement d'initiatives. C'est pourquoi les membres fondateurs ont fait le choix de ne pas se constituer en organisation structurée.<sup>11</sup> À nouveau, ce choix est porteur de tensions potentielles, dans le sens où des acteurs assignés à des positions de pouvoir permettraient d'organiser plus concrètement le mouvement, les forums ouverts ou encore les groupes de travail, afin de développer plus d'initiatives.

Enfin, la question de l'engagement a suscité le débat. Le projet lancé par les membres fondateurs, porteurs du projet, repose actuellement sur l'investissement volontaire d'acteurs. Toujours dans l'optique d'une absence de structure et d'organisation formelle, cette absence d'instance décisionnelle peut comporter certains risques, tel que l'essoufflement du mouvement, les acteurs perdant peu à peu la force de porter et réactiver le réseau de ceinture aliment-terre en permanence. Nous pouvons constater cet essoufflement dans certains SELs<sup>12</sup> ou GACs<sup>13</sup>, « initiatives isolées, qui ne se fédèrent pas et n'ont pas de poids politique »<sup>14</sup>.

À long terme, le réseau de ceinture aliment-terre tendra dès lors à une inévitable institutionnalisation de sa structure, mais aussi de son mode de fonctionnement. C'est pourquoi le projet récent se doit de se construire aujourd'hui tout en développant une critique de son propre mode de fonctionnement, afin d'opérer une « institutionnalisation contrôlée ». C'est ce dont témoigne le processus de construction identitaire dans lequel s'est engagé la CATL : dépasser certaines limites tout en préservant la culture alternative de base. C'est donc une

---

charismatique ou symbolique d'un leader. Conscients de ces risques, les groupes de travail y accordent beaucoup d'attention à travers une certaine rigueur méthodologique.

<sup>11</sup> Il a d'ailleurs été décidé par les membres fondateurs de se retirer complètement de leur fonction de porteur de projet, qu'ils ont endossée pour lancer le projet et le mettre sur rails lors de ses débuts.

<sup>12</sup> Système d'échange local.

<sup>13</sup> Groupement d'achats commun.

<sup>14</sup> Entretien avec un membre fondateur du projet de CATL, 2014.

sorte de complémentarité des voies de la raison et de la subjectivité qui est à l'œuvre ici, pour tenter de trouver des réponses aux défis organisationnels. Malgré les profils variés des acteurs en présence, le projet met un point d'honneur à promouvoir les valeurs de base, l'éthos alternatif et solidaire, qui est partagé dans chaque initiative développée. Le réseau peut fonctionner de manière horizontale et informelle, notamment pour les groupes de travail. À terme, la CATL nécessitera éventuellement d'une équipe définie, lorsque les porteurs de projets ne seront plus actifs au sein du réseau.

L'identité *ceinture aliment-terre* reste donc fragile aujourd'hui, car en construction. Suite à la mobilisation massive des premiers mois et à la prise d'ampleur du projet, nombre d'initiatives ont depuis lors été lancées, mais la CATL ne s'arrête pas là. Elle tisse aujourd'hui une multitude de liens avec le monde académique, notamment à travers une collaboration avec l'ULg. En effet, la recherche de légitimité fait partie intégrante des objectifs de la construction institutionnelle. Alors que le réseau accumule de l'expérience et multiplie les projets, le besoin de s'ouvrir à un public toujours plus large se fait sentir. C'est pourquoi le rapport au politique se doit d'être également abordé.



### Un réseau alternatif et l'intérêt du politique

Depuis sa création, la CATL affirme l'envie et la nécessité de travailler avec des acteurs de terrain. Cependant, pour un mouvement qui veut motiver le changement social et qui véhicule une critique ferme à l'encontre des politiques actuelles, ce n'est pas toujours facile de travailler avec les pouvoirs publics. À nouveau, la problématique d'inclusion des

acteurs se réfère aux voies de la raison et de la subjectivité. Alors que l'approche rationnelle préconise de recourir aux soutiens politiques et institutionnels, sous la forme d'aides financières, de soutiens logistiques ou encore d'expertise, l'approche subjectiviste se positionne dans une optique d'anti-pouvoir, octroyant à cette collaboration un caractère corrompu et intéressé. Cela explique pourquoi de nombreux activistes font le choix de ne pas travailler avec le politique, et décident d'ignorer de potentielles aides financières.

Au sein de la CATL, la question fait également débat, l'objectif étant d'arriver à des résultats concrets et visibles. Nous pouvons dégager autant d'avantages que de risques liés à une coopération étroite. Tout d'abord, le politique, à travers son appui, vise à mettre en pratique son programme et ses projets. Dès lors, un soutien à une initiative locale peut être accompagné de conditions concrètes, qui peuvent ne pas concorder avec les valeurs inhérentes au projet. Ainsi, de nombreux politiques souhaitent pouvoir enregistrer des résultats concrets des initiatives développées. Pour la CATL, la pression de « rentabilité-efficacité » peut constituer un frein à la coopération. Mais celle-ci renferme également un risque de récupération de la critique, et donc une édulcoration du message véhiculé, comme nous l'avons cité plus haut pour les exemples de cooptation des associations environnementales.

Malgré tout, il reste évident que les soutiens de la part du politique, mais aussi des grosses institutions, peuvent s'avérer bénéfiques pour le projet de ceinture aliment-terre. Ainsi, ils permettent la pérennisation du réseau, l'accès aux ressources et l'expertise nécessaire pour améliorer l'étendue de l'impact du réseau CATL dans son ensemble. Parallèlement à l'institutionnalisation inévitable, la mise en lien d'acteurs permet la professionnalisation des initiatives. Enfin, la collaboration sous-entend également la reconnaissance du réseau, et renforce donc sa légitimité et sa crédibilité dans l'espace public.

Ceci explique que le réseau, en affirmant son caractère inclusif, fait le pari de **dépasser la vision monolithique péjorative de l'institution politique à travers la recherche d'une coopération contrôlée et critique.**

Conscient des travers possibles, la CATL envisage d'engager le dialogue et de travailler en collaboration car le projet vise l'amélioration du système alimentaire liégeois, qui serait bénéfique à tout un chacun. Dans les faits, cette coopération reste cependant limitée, pour plusieurs raisons. Les pouvoirs publics ne manifestent jusqu'à présent que peu d'intérêt pour le projet de CATL<sup>15</sup> : « *on nous laisse faire tant que ça ne gêne pas le pouvoir en place* ». <sup>16</sup> Ainsi, le caractère « marginal » du réseau se développe actuellement sans trop d'interférences, ce que Van Gameren, Ruwet et Bauler appellent le « *soft state intervention and active laissez-faire* » (2014). De plus, comme nous l'avons vu plus tôt, la ceinture aliment-terre liégeoise se situe actuellement dans un processus de construction identitaire. Dès lors, son identité fragile rend compte d'un rapport de force inégal avec le politique, qui se caractérise (encore trop) par une méfiance alimentée par des conceptions réciproques négatives. La CATL conserve donc une distance critique vis-à-vis du politique et ne possède pas les ressources ni la légitimité nécessaires pour aborder la confrontation (ou coopération) politique. Le politique, quant à lui, ne considère pas le réseau de ceinture aliment-terre comme « acteur à prendre en compte dans le jeu politique ». Il n'existe actuellement pas de réelle régulation des initiatives locales qui se développent à la marge de l'économie de marché. Pour le projet de CATL, la priorité réside de ce fait bien plus dans l'acquisition d'une certaine légitimité, avant d'oser faire le premier pas vers le politique. Pour le moment, l'agir politique de contestation de la CATL (et sa critique du système capitaliste) se concrétise à travers les pratiques quotidiennes et les initiatives développées. S'agirait-il d'une « *révolution tranquille* » ? <sup>17</sup>

## Conclusion

Au final, nous voyons que le réseau de ceinture aliment-terre qui se développe depuis 2013 continue aujourd'hui à stimuler les citoyens

<sup>15</sup> Mis à part quelques soutiens financiers.

<sup>16</sup> Entretien avec un membre fondateur du projet de CATL, 2014.

<sup>17</sup> Entretien avec un acteur du réseau de ceinture aliment-terre, 2014.

liégeois engagés. À travers son caractère inclusif et ses multiples niveaux d'actions, chacun peut y trouver son compte et recourir à des agents facilitateurs pour développer des projets alimentaires plus résilients, éthiques, et locaux. À travers le pari du réseau, c'est toute une région qui voit les projets novateurs se multiplier, à travers la promotion d'une alimentation plus saine.

La ceinture aliment-terre liégeoise, soucieuse de préserver le message qu'elle vise à promouvoir à tout prix, grandit aujourd'hui non sans défis, armée d'une capacité critique et réflexive, qui lui permet de penser son action, son mode de fonctionnement et son impact, afin de rediriger la dynamique des projets si nécessaire. La CATL sait qu'elle devra à l'avenir faire face à la croissance de son mouvement et aux enjeux qui y sont liés (son institutionnalisation concrète, notamment). Mais à travers le débat démocratique et horizontal, on peut espérer que le réseau soit à même de trouver les solutions adéquates pour concilier au mieux les espérances et exigences de chacun, et ainsi renforcer le tissu social liégeois dans son ensemble, tout en professionnalisant la culture alternative et le développement d'une vie citoyenne encore plus active dans le bassin liégeois.

## Bibliographie :

Baguette A., (2014), *Le projet de ceinture aliment-terre liégeoise: Un mouvement social au défi de l'institutionnalisation*, sous la direction de Pleyers G, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.

Conseil central de l'économie, (2010), « L'entrepreneuriat en Belgique : problèmes et défis

La vision des experts », Rapport du CCE, Bruxelles.

Hopkins, R., (2010), *Manuel de la transition : De la dépendance du pétrole à la résilience locale*, Ecosociété, Montréal.

Jasper, J., (2002), « Strategic approach to collective action : Looking for agency in social movement choices », *Mobilization : an international journal*, vol.9, pp.1-16.

Kaldor, M., (2003), *Global social society against war*, Polity Press, London.

Pleyers, G., (2010), *Alter-globalization*, Polity Press, Cambridge.

Van Gameraen, V., Ruwet, C., Bauler, T., (2014), « Towards a governance of sustainable consumption transitions : How institutional factors influence emerging local food systems in Belgium », *Local Environment : The International Journal of Justice and Sustainability*, pp.1-18.

Projet de Ceinture aliment-terre liégeoise, Dossier de présentation, version courte, 2013, p. 5. URL : <http://www.catl.be/wp-content/uploads/2013/09/Ceinture-Aliment-Terre-v-Courte.pdf>.